

Révolutions arabes : points et perspectives

Article rédigé par *François Martin**, le 18 octobre 2011

Près de neuf mois (un enfantement !) après le début des révolutions arabes [\[1\]](#), il paraît utile de faire le point pays par pays. Les perspectives d'avenir, les situations, les formes d'organisation politique et l'évolution des événements sont fort différentes dans chacun des pays concernés. Par-delà ces particularités où sont les axes communs ?

Aspects spécifiques

Tunisie

La révolution tunisienne a probablement, sinon certainement, raté son rendez-vous avec le peuple. C'est le trait le plus frappant par rapport au processus de transformation engagé maintenant depuis janvier. Cette période a bien uni, dans un même mouvement, le peuple et les élites pour chasser l'ancien Président Ben Ali. Pour autant, leurs objectifs étaient bien différents, si ce n'est opposés. Les élites cherchaient avant tout la liberté politique et d'expression, donc plus de pouvoir d'influence et d'action. Les motivations du peuple tenaient et tiennent encore, au travail et à la sécurité [\[2\]](#). Ainsi se vérifie la célèbre phrase de Lacordaire : Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère .

Force est de constater que le gouvernement provisoire, n'a pas, c'est le moins qu'on puisse dire, rassuré les angoisses du peuple concernant l'ordre, la justice et le travail. Il a bien plus répondu aux attentes des élites qu'aux aspirations du peuple. Il a ainsi ouvert un boulevard aux partis islamistes pour les élections du 23 Octobre, et planté le décor d'une future crise politique, qui mettra au grand jour ces divergences [\[3\]](#).

Pour autant, il semble, pour différentes raisons, qui tiennent à la modération des tunisiens et des islamistes tunisiens eux-mêmes, que les conditions existent pour que cette fracture politique à venir puisse être surmontée. Les premières déclarations des partis vainqueurs aux élections du 20 octobre seront cruciales. Le destin du pays peut basculer selon qu'au lendemain du scrutin un climat de confiance ou de méfiance s'installera, avec toutes les conséquences à prévoir par rapport aux soutiens publics et privés étrangers. Et si c'est la confiance qui prévaut, un bel avenir peut s'ouvrir pour ce peuple intelligent et attachant.

Maroc

La lecture des mouvements marocains (photo) semble différente. En voyant les choses d'un peu haut, ils s'inscrivent dans les efforts effectués par le roi pour démocratiser son pays. Ce serait pour lui une tentative de solder l'héritage politique de son père Hassan II, qui n'a quitté le pouvoir, après tout, qu'il y a 12 ans. Deux composantes, dont on parle trop peu, semblent caractéristiques de cet héritage.

La première est l'absence de liberté, qui s'est traduite par une répression beaucoup plus insidieuse, mais à notre avis tout autant sinon plus réelle encore qu'en Tunisie. Au Maroc, nombre de choses étaient et sont encore interdites, mais tolérées. Le pays était (est encore) extrêmement infiltré, à tous niveaux, par la police et les indicateurs. Une épée de Damoclès est ainsi suspendue sur la tête de chaque citoyen et donne à la répression, quand elle s'exerce, un caractère arbitraire et surtout imprévisible, donc beaucoup plus fort.

Cependant, plusieurs éléments font que le manque de liberté reste malgré tout mieux accepté au Maroc qu'il ne l'a été en Tunisie. Tout d'abord, le fait que cette répression s'exerce d'une façon moins violente et visible, plus intelligente, pourrait-on dire. Pour la même raison, elle est également plus négociable, ce qui réduit les oppositions frontales. De plus, il y a le sentiment, pour nombre de marocains, que le Maroc appartient au roi, ce qui tend à faire mieux accepter le caractère arbitraire de l'exercice de la loi.

La seconde caractéristique de cet héritage est, évidemment, la drogue. Le Maroc est le premier producteur de cannabis et de haschich *au monde* [\[4\]](#). Ceci sous-entend évidemment qu'il existe au Maroc une caste qui vit et profite de cet énorme trafic, y compris dans l'entourage proche du roi. Ceci n'est certainement pas un élément qui tend à favoriser l'évolution de la société marocaine vers la démocratie, tant il est vrai que plus les places valent cher, plus ceux qui les occupent s'y accrochent de toutes leurs forces...

Face à cette situation, on ne peut que louer les efforts de Mohamed VI pour faire évoluer les choses. A ce titre, les récentes réformes constitutionnelles, qui renforcent le pouvoir du premier ministre, et surtout le font choisir désormais au sein du parti majoritaire à l'Assemblée, sont un modèle du genre, puisqu'elles protègent le roi et le libèrent de la responsabilité d'une éventuelle vindicte populaire, le premier ministre devenant, par ce fait, un premier fusible ...

Ainsi, le roi peut poursuivre la route vers une monarchie parlementaire, en renforçant la prise en compte des aspirations du pays, et se libérer un peu plus de certains amis encombrants issus du système, policier et maffieux, tolérés sinon installés par son père.

Ces observations permettent d'envisager l'avenir du Maroc avec un peu de sérénité. Les réformes avancent, quoique lentement, plutôt dans la bonne direction. Disons que l'on fera bien volontiers l'économie d'une révolution au Maroc, et si les choses changent, même lentement, chacun pourra s'en louer.

Egypte

Le cas de l'Egypte est encore différent. N'en déplaie aux courageux manifestants de la Place Tahrir, et aux romantiques de la révolution, qui croient ce qu'ils voudraient que les choses soient, y a-t-il eu, en Egypte, autre chose qu'une révolution de palais ?

Le système politique égyptien se caractérise, entre autres choses, par deux éléments importants : l'omnipotence de l'armée et la corruption, du haut en bas de la hiérarchie sociale. L'une et l'autre n'ayant guère disparu, il semble que le système perdure, mis à part le fait que l'ancien dirigeant a servi de bouc émissaire à la vindicte populaire et a porté le chapeau pour ceux qui restent en place [\[5\]](#). Que faut-il attendre de ce changement ? Une inflexion, du discours au moins, vis-à-vis d'Israël ? Le régime égyptien étant, sur le plan économique, totalement perfusé par les USA, il ne fait aucun doute à notre avis que ces velléités d'autonomie ne résisteront pas très longtemps. Pour le reste, quelle évolution est-elle possible pour un tel système politique, corrompu et bloqué ? Que restera-t-il à l'avenir de la révolution égyptienne et de ses héros ? N'en déplaie aux nostalgiques, sans doute pas grand-chose...

Algérie

Le cas de l'Algérie nous semble proche de celui de l'Egypte, la perfusion économique en moins. Une junte est au pouvoir, ces généraux se partagent le contrôle de pans entiers de l'économie, sans même parler du pétrole. Le dirigeant, Abdelaziz Bouteflika, n'a que peu de pouvoir, pour ne pas dire qu'il n'est qu'un simple porte-parole.

Cette caste au pouvoir est discrète, puissante et très riche. Dans ces conditions, ces dirigeants sont très résolus à ne pas évoluer et motivés par le statut quo. Comme toute junte, il est très difficile de l'attaquer de l'extérieur car il est difficile d'identifier les vrais pouvoirs, qui restent cachés.

Si l'opinion s'en prenait à Bouteflika, il serait très facilement remplacé par un clone sorti du chapeau. Enfin, les algériens n'ont sans doute pas envie de se risquer de nouveau dans une guerre civile. Ils ont déjà donné [\[6\]](#). Pour ces raisons, rien n'a bougé en Algérie et, à notre avis, rien ne bougera, du moins à court terme.

Est-ce à dire que toute évolution y est impossible ? Pas forcément. En effet, le sens de l'Histoire du Maghreb va de toute façon vers la démocratisation. Si l'Algérie ne montre aucun signe d'une volonté de changement, elle perdra peu à peu, et malgré ses atouts, son influence par rapport à ses deux voisins. Elle deviendra ringarde, perdra la sympathie de l'occident qui hésitera de plus en plus à y investir. Mais si le peuple ne peut pas faire le système, par contre des forces internes à l'oligarchie au pouvoir vont vouloir le faire évoluer. Mais quand ? Il n'y a pas de raisons que cela se fasse rapidement.

Syrie

Le cas de la Syrie est très particulier, car ce pays est imbriqué dans un puzzle proche-oriental ultrasensible. Même si les critiques sont unanimes le leader Bachar El Assad sait parfaitement qu'aucun dirigeant occidental ne prendra le risque de le pousser dans la tombe. Bien qu'il les humilie quotidiennement en ne

tenant aucun compte de leurs admonestations, les gouvernements occidentaux se contenteront, contre lui, de fortes déclarations et de pressions diplomatiques .

Ceux-là même, chefs d'Etat européens ou américains, qui le critiquent en public, doivent sans doute prier en secret pour qu'il ne tombe pas, sachant parfaitement que si c'était le cas, personne ne contrôlerait le terrifiant séisme qui s'ensuivrait. Il n'a donc aucun complexe à réprimer ses opposants. De plus, il ne semble pas, loin de là, qu'il fasse l'unanimité contre lui-même. La capitale, Damas, et d'autres régions, lui sont acquises. Enfin, le Parti Baas est puissant et dispose d'une vraie légitimité. Pour autant, les choses doivent-elles nécessairement en rester là ? Pas forcément, car Bachar El Assad est de toute façon démonétisé vis-à-vis de la communauté internationale. Elle ne lui pardonnera pas son attitude et cherchera plutôt à s'en débarrasser plus tard, à froid, plutôt que de souhaiter son départ au milieu de la crise actuelle. En attendant, elle va se contenter de le bonsaïser , l'isoler, politiquement et économiquement. Qu'il mate ou non sa rébellion, Bachar El Assad se prépare de toute façon des jours difficiles, une longue période de pénitence à la cubaine ...

Yémen

Les bases économiques du Yémen n'ont pas beaucoup changé depuis des lustres : ce pays vit surtout de la contrebande, alcool et cigarettes essentiellement, vers l'Arabie Saoudite. Par ailleurs, il dispose d'une autre richesse , la seule qu'il produit et exporte réellement : une plante hallucinogène, le khat. L'agriculture ne produit plus que ça, et tous les yéménites, toutes couches sociales confondues, la consomme. Cette drogue, une feuille verte qui se rumine , ronge totalement la société, à tel point que, dès l'après-midi venue, tout s'arrête. Impossible de travailler ; il est conseillé d'éviter les taxis pour ne pas risquer d'accidents. Ce pauvre pays est donc, socialement et économiquement, une ruine qui pourrait. Une révolution est possible, mais que pourrait-il en sortir ? Probablement une situation pire encore. Pourquoi la souhaiter, l'exiger dans ces conditions ? Lorsqu'elle aura eu lieu, toutes les belles âmes qui crient à la liberté seront les premières à déplorer cette nouvelle Somalie...

Aspects communs

Il y a évidemment des traits communs à toutes ces révolutions :

Tout d'abord, il paraît certain qu'existe une vraie aspiration au changement. Pas forcément dans tout le peuple, mais certainement chez les élites et surtout les jeunes. Ces derniers en particulier souhaitent à la fois une démocratisation et un arrêt de la corruption.

Face à ces aspirations, il est évident que l'exemple tunisien a joué un grand rôle, et aussi, comme les médias l'ont abondamment rappelé, les réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter. Ceux-ci ont accru très fortement la circulation de l'information entre les manifestants, que le pouvoir n'a pas pu bloquer, de même qu'ils ont diminué l'impression de peur et d'isolement que ces émeutiers pouvaient ressentir, au moment des répressions ou des couvre-feux par exemple.

Il est essentiel également, de noter que dans tous ces pays, ces mouvements ont brisé, aux yeux des opinions internationales, le signe indien , l'impression de mauvais destin qui semblait consubstantielle à l'Histoire de ces peuples. Quelque part, il semblait acquis qu'ils étaient enfermés dans un double piège, religieux et, osons le mot, racial : pour beaucoup, les sociétés arabo-musulmanes étaient condamnées à la conformité [7], à ne jamais pouvoir évoluer. Ces mouvements ont montré que ce jugement était faux, que les hommes restent des hommes, et qu'ils ont des aspirations au changement quelle que soit leur religion. Ceci a dessillé les yeux des opinions occidentales, et leur a rendu ces peuples du jour au lendemain beaucoup plus sympathiques. Mais d'une position exagérément négative les occidentaux sont passés à l'exagération inverse, comme si le monde arabo-musulman était maintenant forcément promis à un avenir radieux, par les vertus sacrées de la révolution. On en est très loin !

La clef de l'avenir tient en fait en grande partie de la réponse économique. Dans de nombreux cas, ce n'est pas tant la liberté qui est demandée, que le travail [8]. Les pays occidentaux l'ont bien compris. De nombreux signes montrent déjà qu'ils seront prêts, le moment venu, à contribuer au développement de ces pays, à condition toutefois que les actions et déclarations des nouveaux leaders aillent dans le sens de la

responsabilité et de la modération. Ce sont les deals qui leur ont été proposés, en Tunisie comme ailleurs. Qui aurait intérêt, en effet, à voir basculer ces sociétés naissantes dans la misère et l'islamisme radical.

En définitive, gardons-nous de l'immense espoir romantique que la presse ou certains politiques démagogues se plaisent à relayer. En revanche, il existe une voie, une opportunité, une chance, que ces peuples se sont courageusement créées, qu'ils doivent saisir et exploiter, avec optimisme (ils n'en manquent pas !), sang-froid et habileté. Le chemin sera long, difficile, plein d'embûches et de souffrances. Les tentations prédatrices ne manqueront pas, à l'intérieur comme à l'extérieur. Mais si cette voie est prise avec autorité, si les signes envoyés par les nouveaux dirigeants sont positifs et cohérents, elle créera les conditions d'un vrai partenariat, très bénéfique, avec l'Europe en particulier. Enfin, parmi tous ces pays, c'est certainement la Tunisie qui sera, là encore, la vitrine de ce qu'il faut ou ne faut pas faire...

Photo : © [Magharebia](#) partagée sur Wikimedia Commons sous [Creative Commons Attribution 2.0 Generic](#) license

[1] Il nous semble préférable d'utiliser le mot de révolutions plutôt que celui de printemps arabes trop souvent employé. En effet, il est beaucoup trop tôt pour dire si ces pays se trouvent au début de l'été ou bien avant l'hiver...

[2] Cf l'excellente émission parue sur la chaîne CLP le 14/10 La Tunisie des oubliés . Dans tous les reportages publiés jusqu'ici sur la révolution tunisienne, la presse s'était contentée d'interviewer les manifestants tunisois, sans aller, dans les campagnes, demander au peuple ce qu'il pense... Le résultat est passionnant. Et la fracture politique, que les romantiques de la révolution , presse et intellectuels confondus, ont consciencieusement cachée, apparaît au grand jour.

[3] Cf article [Impressions sur l'après révolution tunisienne](#) , *libertpolitique.com* du 9 septembre 2011.

[4] Selon certaines études, plus d'un million de personnes au Maroc vivent de ce trafic.

[5] Il faut bien comprendre qu'une révolution, c'est comme une éruption : il y faut une pression du magma, pour faire exploser le bouchon de roches qui obstrue la cheminée, mais il faut aussi que le bouchon ne soit pas plus lourd que la pression du magma. Si c'est le cas, si le népotisme et la corruption sont omniprésents, s'il y a trop gens qui veulent que rien ne change, le bouchon est trop lourd. Il n'y a pas de révolution. C'est aussi, à notre avis et paradoxalement, parce qu'il y avait peu de corruption en Tunisie (celle-ci étant assez circonscrite autour du dirigeant) que la révolution a pu avoir lieu. L'Egypte, en cela, est bien différente.

[6] Le poids du bouchon, dans la cheminée, est très lourd, et s'il y a incontestablement de la pression, le magma n'a pas forcément envie de sortir... La physique politique n'est pas propice à la révolution en Algérie...

[7] Islam veut dire conformité

[8] Et les deux choses ne sont pas forcément liées, tant il est vrai qu'il est facile, dans ces pays jeunes et politiquement fragiles, de dévoyer la démocratie. Ce qui compte, ce n'est pas tant le modèle de gouvernement, fort ou bien démocratique , qui ne donne aucune garantie d'un bon résultat, mais bien le résultat lui-même, fruit de la mentalité des dirigeants et des élites qui donnent le ton du régime : Veut-on l'enrichissement de certains ou le développement de tous ? Là est la question. Et l'arbre du régime doit être jugé aux fruits qu'il donne, et pas l'inverse. Les peuples, pleins de bon sens et connaissant les vrais besoins, n'en déplaise aux élites souvent trop sûres d'elles et arrogantes, préfèrent souvent des pouvoirs forts et autoritaires, assurant l'ordre (qu'on se rappelle Lacordaire), à condition toutefois que la paix sociale ainsi assurée permette le travail, le commerce et l'enrichissement. Il n'est pas politiquement correct de rappeler cette évidence.
